

"Amsterdam: une Union boiteuse" dans Crocodile

Légende: En 1997, l'Italien Biagio De Giovanni, président du comité des Affaires institutionnelles du Parlement européen, critique dans le périodique fédéraliste Crocodile la faiblesse des avancées du traité d'Amsterdam pour répondre aux nouveaux défis de l'Union européenne.

Source: Crocodile. Lettre aux Parlements d'Europe. 1997, n° 5-6. Bruxelles.

Copyright: (c) Crocodile

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"amsterdam_une_union_boiteuse"_dans_crocodile-fr-1ed5aa5a-baa5-45b5-a2e3-102b7b6cb4db.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Amsterdam : une Union boiteuse

Le défi ouvert au Sommet de Turin était clair et en même temps obligé face aux nouveaux rendez-vous de l'Union: à la veille de l'élargissement, il était désormais urgent d'entamer la transformation nécessaire des institutions et de renforcer l'identité politique de l'Union à travers un enrichissement de la citoyenneté et la naissance d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune. Ensemble avec ces exigences, il y avait aussi le besoin d'une coopération plus étroite dans les secteurs de la justice, de l'immigration, de la sécurité intérieure comme réponse au caractère mondial de ces problèmes et surtout au caractère international de la criminalité organisée.

Très peu de ces objectifs ont été réalisés ou même effleurés par le projet d'Amsterdam. Le modèle d'Europe qui se dessine ne représente pas la colonne vertébrale politique de l'Union: au contraire, des difficultés croissantes surgissent dans le projet européen avec l'irruption de logiques nationalistes qui font suite au renforcement des Etats nationaux après 1989.

Les divisions et les résistances deviennent plus fortes dans le moment où le but à atteindre devient plus important.

Parmi les éléments négatifs du nouveau scénario européen, il y a certainement la nouvelle alliance anglo-allemande, même si elle ne pourrait être que provisoire. Avant Amsterdam, il y avait la vision de l'Europe faible (à la sauce anglaise, ou le grand marché) et l'Europe forte (à la sauce allemande, avec des institutions politiques fortes). La division ne passe plus à travers ces options puisque la rigueur financière allemande se marie avec la flexibilité britannique et les deux gouvernements sont également intéressés à l'élargissement. Le Royaume-Uni considère l'élargissement comme la voie indispensable pour réaliser une Europe non-politique et l'Allemagne considère l'élargissement comme la raison essentielle de son choix européen après l'unification.

Les divisions entre les autres Etats, concernant la pondération des voix au Conseil, la neutralité de l'Autriche et de la Suède et les réticences de certains sur la question des frontières et de la justice complètent ce tableau sombre.

Le critère d'évaluation du projet d'Amsterdam doit être basé sur la comparaison entre les grands défis de l'Union et le manque de réponses adéquates à ces défis.

Nous sommes désormais à la veille de l'Union monétaire, mais l'Europe communautaire n'a pas été capable de construire la "jambe" politique de l'Union européenne. C'est ici le vrai problème non résolu par le projet de Traité d'Amsterdam et ce vide est d'autant plus grave parce que tout le monde est conscient du fait qu'on ne peut pas laisser aux Banques centrales le gouvernement de l'Europe.

Qui sera l'interlocuteur politique de la Banque Centrale Européenne et de sa politique monétaire ? Seules les autorités monétaires seront les interprètes du pacte de stabilité ?

Si la jambe monétaire devient plus longue que la jambe politique, la conséquence inévitable sera la force des pouvoirs monétaires et la faiblesse des pouvoirs économiques et politiques.

C'est ici la question centrale de l'intégration monétaire: cette question n'a pas été affrontée par le Sommet d'Amsterdam. Il est maintenant difficile de faire des prévisions, mais tout est dans les mains de la bataille politique, dont les institutions et les forces politiques doivent encore définir les éléments fondamentaux.

Le fonctionnalisme est mort, mais la politique n'arrive pas encore à naître. Le problème est tout concentré ici, mais il s'agit d'un problème très grave pour l'Europe et pour la gauche presque partout au pouvoir.

Biagio De Giovanni, MEP
Président du Comité des Affaires Institutionnelles du Parlement Européen